

Conférence annuelle INCLUDE¹

Aller vers une plus grande inclusivité

8–16 juin 2021

Introduction

La pandémie de Covid-19 est la crise majeure de notre époque. Si dans de nombreux pays africains, la propagation du virus a heureusement pu être contenue et le nombre de morts est resté relativement faible, les mesures de confinement et l'arrêt brusque des activités économiques au niveau mondial, ainsi que sur le continent africain, ont [au niveau national, gravement impacté les économies, les moyens de subsistance, et le bien-être des populations](#). Les économies et les moyens de subsistance ont en effet subi de plein fouet les conséquences de cette crise sanitaire : [la demande en produits de base africains a chuté et le tourisme est en état de choc](#). Dans de nombreux pays, les taux de chômage battent des records et sont les plus élevés jamais enregistrés. Les envois de fonds de la diaspora et les investissements directs étrangers se sont effondrés. On estime à [29 millions le nombre d'emplois perdus en Afrique en 2020](#). On s'attend par conséquent à ce que près de [40 millions de personnes en Afrique subsaharienne](#) tombent ou retombent dans une situation d'extrême pauvreté, ce qui signifie non seulement que l'extrême pauvreté se diffuse en Afrique, mais aussi qu'elle s'aggrave lorsqu'elle existe déjà, [en particulier dans les États fragiles](#). [Les données probantes disponibles montrent](#) que la crise induite par la pandémie a frappé le plus durement les plus pauvres, les femmes et les personnes aux emplois faiblement protégés et ne disposant pas de protection sociale adéquate. Même si l'on observe déjà certains [signes de résilience](#), il est clair que la crise induite par le Covid-19 a eu et continuera à avoir pour effet d'[exacerber les inégalités existantes](#). La réponse à apporter dans l'après-Covid, en termes de redressement socio-économique de l'Afrique, devrait par conséquent avoir pour objectifs centraux la lutte contre ces inégalités et la promotion d'un développement inclusif, ainsi qu'une adaptation de l'approche actuelle de l'aide au développement.

Aller vers une plus grande inclusivité devrait être la préoccupation au centre du processus de redressement après la pandémie. Cette approche s'inspire de la notion de [reconstruire en mieux](#), mais est davantage tournée vers l'avenir et se caractérise par un fort [centrage sur le développement inclusif](#) – un développement qui [vise à réduire la pauvreté et les inégalités](#). INCLUDE a par le passé identifié les éléments suivants en tant que [moteurs du développement inclusif](#) : croissance économique accompagnée de transformation structurelle, emploi et revenu décents pour les femmes et les jeunes, accès et recours aux services de base et à la protection sociale, et véritable participation et autonomisation politique. Si l'on veut que le développement soit réellement inclusif, tous ces moteurs clés doivent de plus être abordés par le biais de [quatre approches spécifiques \(ou « grilles de lecture »\)](#) : équité sociale, équité spatiale, gouvernance inclusive et économie politique. Pour être sûr de ne laisser personne de côté, aller vers une plus grande inclusivité nécessite à la fois de s'attaquer aux causes profondes des inégalités et de promouvoir les emplois décents, de renforcer la durabilité de l'environnement et de consolider les dispositifs de protection sociale. L'objectif de la présente conférence est d'offrir aux décideurs politiques et aux praticiens africains et néerlandais, un espace dans lequel ils peuvent échanger avec des experts locaux africains et affiner ainsi leur connaissance de l'impact sur les inégalités de la crise induite par le Covid-19, et ce, sur la base de données probantes ancrées dans les réalités locales et d'une analyse solide de l'économie politique sur le continent. Ce dialogue multi-acteur se traduira par des échanges fructueux, qui pourraient alimenter la formulation et la mise en œuvre conjointes des futures politiques, et nous aider à identifier les meilleurs moyens d'aller vers une plus grande inclusivité en Afrique dans l'après-Covid.

¹ Veuillez noter que la conférence se tiendra principalement en anglais, une traduction simultanée en français étant disponible.

PROGRAMME

8 juin, 14h00–16h30 CET

Ouverture de la conférence et discours d'ouverture : *Après le choc du Covid : réalités et opportunités pour les partenaires de développement de l'Afrique*

- 14h00–14h05 Mot de bienvenue d'Isa Baud, Présidente du Conseil d'INCLUDE
- 14h05–14h10 Remarques d'ouverture par Kitty Van Der Heijden, directrice générale de la coopération internationale du ministère néerlandais des Affaires étrangères
- 14h10–14h15 Remarques d'ouverture par Edward Brown, directeur principal, recherche et engagements politiques à l'African Center for Economic Transformation (ACET)
- 14h15–14h40 **Discours d'ouverture : Après le choc du Covid : réalités et opportunités pour les partenaires de développement de l'Afrique, par Jean-Paul Adam, Directeur de la division de la technologie, des changements climatiques et de la gestion des ressources naturelles, la Commission économique pour l'Afrique (CEA) de l'Organisation des Nations Unies (ONU)**
- 14h40–14h50 Retour sur les points clés du discours d'ouverture par Steven Collet, Ambassadeur Business & Development, ministère néerlandais des Affaires étrangères
- 14h40–14h50 Retour sur les points clés du discours d'ouverture par Edward Brown, directeur principal, recherche et engagements politiques à l'African Center for Economic Transformation (ACET)
- 14h50–14h55 Conclusion de la session d'ouverture et présentation du programme de la conférence par Isa Baud, Présidente du Conseil d'INCLUDE

Pause de 5 minutes

Session 1 : Les données probantes (prévisibles ou inattendues) : Covid-19 et les inégalités

L'objectif de cette session est de présenter les conclusions de l'étude menée par INCLUDE sur « Équité & Covid-19 », c'est-à-dire à la fois celles auxquelles on pouvait s'attendre et celles plus inattendues. Nous évoquerons ensemble les implications de la pandémie sur les inégalités et identifierons les stratégies à mettre en place, et par qui. Ces stratégies seront ensuite traduites en points d'action réalistes pour les décideurs politiques, afin d'aller vers une plus grande inclusivité après la pandémie.

- 15h00–15h05 Mot de bienvenue de la coordinatrice de cette session Anika Altaf, INCLUDE
- 15h05–15h30 Une synthèse des conclusions de l'étude « Équité & Covid-19 », Dzodzi Tsikata, L'université du Ghana
- 15h30–15h40 Session Questions-Réponses
- 15h40–16h00 **Sessions en petits groupes**

Chaque petit groupe de travail se penchera de plus près sur les conclusions présentées lors de la session plénière. Dans chaque salle virtuelle, deux groupes de recherche illustreront en détail le cas donné, dans une présentation courte et dynamique. Un court moment de Questions-Réponses est prévu. Des représentants du ministère néerlandais des Affaires étrangères assurent la modération des échanges et feront ensuite en session plénière un compte rendu des travaux de chaque salle virtuelle.

Modérateurs et salles virtuelles

• Salle A : Les challenges de l'inclusivité

Modérateur : Stijn Janssen, ministère néerlandais des Affaires étrangères (BUZA)

- L'étude de cas sur le Nigéria (Thelma Obiakor)
- L'étude de cas sur la Tunisie (Mohamed-Ali Marouani)
- L'étude de cas sur le Mozambique (Adriano Nuvunga)

• Salle B : Innovations & Solutions

Modérateur : Paul Litjens, ministère néerlandais des Affaires étrangères (BUZA)

- L'étude de cas sur le Rwanda (Martin Munu)
- L'étude de cas sur le Kenya et l'Ouganda (Shiphrah Kuria)
- L'étude de cas sur l'Éthiopie (Kassa Teshager et Tesfaye Chofana)
- L'étude de cas sur le Ghana (Akosua Keseboa Darkwah)

16h00–16h25 Table ronde sur la manière dont les conclusions de l'étude peuvent être traduites en actions au niveau des politiques.

Modérée par Dirk-Jan Koch, ministère néerlandais des Affaires étrangères (BUZA)

Les participants à cette table ronde reviendront sur les points clés issus des sessions en petits groupes et les relieront à leur propre expérience en termes de politiques. De quelle manière ces conclusions peuvent-elles être traduites en actions au niveau des politiques ? Qui devrait conduire ce processus ? Et de quelle manière le gouvernement néerlandais peut-il aider ses homologues africains dans ce processus ?

Participants :

Stijn Janssen, ministère néerlandais des Affaires étrangères (BUZA)

Paul Litjens, ministère néerlandais des Affaires étrangères (BUZA)

Dr. Githinji Gitahi, CEO Amref Health Africa

Dr. Folake Olatunji-David, Directeur, Département de la planification, de la recherche et du développement de l'éducation, le Ministre fédéral de l'éducation du Nigeria

16h25–16h30 Remarques de clôture par Dirk-Jan Koch, ministère néerlandais des Affaires étrangères (BUZA)

Session 2 : Vers une convergence des perspectives sur les emplois décents pour les jeunes en Afrique dans l'après-Covid

[La crise induite par le Covid-19 fait peser une grave menace sur les robustes taux de croissance des économies africaines et a un fort impact sur la réalisation des objectifs en termes d'emplois décents.](#) Les femmes et les jeunes sont particulièrement vulnérables. [Pour les travailleurs informels, qui représentent pas moins de 85,8 % de la population active et ne bénéficient généralement d'aucune protection sociale ni de réserves ou de « filet » leur permettant d'amortir les chocs économiques, cette crise a eu des effets dévastateurs.](#) Les emplois décents doivent être une priorité absolue dans le redressement après la pandémie. L'objectif de cette session est de permettre une discussion interactive multi-acteur de haut niveau, dans laquelle chaque acteur présentera les opportunités et les challenges liés à la création d'emplois décents dans son propre domaine (politiques, secteur public, programmes, secteur privé). Lors de cette table ronde, modérée par la représentante du programme Jeunesse, les participants évoqueront également ce dont ils ont besoin pour faire face aux challenges et pouvoir mettre à profit les opportunités, ainsi que la manière dont on pourrait améliorer la coordination entre les différents efforts. Un certain nombre d'interactions avec le public sont prévues, et notamment un quiz, des sondages et des échanges d'idées.

14h00–14h05 Mot de bienvenue de la coordinatrice de cette session Marjoke Oosterom, Institute of Development Studies (IDS), University of Sussex

14h05–15h20 Table ronde interactive multi-acteur

Modérée par Chiamaka Nwachukwu, co-coordinatrice du programme African Youth Charter Hustlers de l'Union africaine.

- 1^{er} tour de table : Challenges et opportunités (20 min.)
- 2^e tour de table : Que faut-il faire, de quoi a-t-on besoin pour mettre à profit les opportunités et comment le mettre en place ? (20 min.)
- 3^e tour de table : De quelle manière les impacts négatifs et les nouveaux challenges induits par la pandémie modifient-ils le contexte et les points d'action en termes d'emploi des jeunes ? (20 min.)
- En continu : Interaction avec le public (15 min.)

Intervenants :

- Politiques et perspectives multilatérales : Susana Puerto, OIT, Initiative mondiale pour l'emploi décent des jeunes
- Stratégies et action en termes de politiques en Afrique : Cheikh Tidiane Dieye, directeur exécutif du Centre Africain pour le Commerce, l'Intégration et le Développement (CACID)
- Stratégies et action en termes de politiques aux Pays-Bas : Tijmen Rooseboom, ambassadeur des Pays-Bas pour la Jeunesse, l'Éducation et l'Emploi, ministère néerlandais des Affaires étrangères
- Représentant du secteur privé : Emmanuel Lubanzadio, le responsable de Public Policy, Government & Philanthropy for Sub-Saharan Africa, Twitter (*à confirmer*)
- Point de vue des bailleurs de fonds : Shona Bezanson, responsable du Scholars Program pour l'Afrique de l'Est et l'Afrique australe, de la Fondation MasterCard

15h20–15h30 Principales conclusions et remarques de clôture par la coordinatrice de cette session Marjoke Oosterom, Institute of Development Studies (IDS), University of Sussex

Session 3 : L'approche ougandaise : emploi des jeunes et participation dans l'après-Covid

L'objectif de cette session est de s'intéresser de plus près à l'exemple ougandais, dans la discussion en cours sur les raisons pour lesquelles les emplois décents doivent être une priorité absolue dans le redressement après la pandémie. Nous tirerons des enseignements des données probantes soumises par les intervenants du panel interactif sur ce qui « marche » et ce qui « ne marche pas » en termes de facteurs favorisant la création d'emplois décents dans l'Ouganda de l'après-Covid. Les participants évoqueront également les résultats escomptés (dans l'idéal) de leur action et ce qu'il convient de mettre en œuvre pour que ces objectifs deviennent réalité.

14h00–14h05 Mot de bienvenue de la coordinatrice de cette session Maggie Kigozi, Directrice de Crown Beverages (Pepsi) Ltd.

14h05–14h10 Remarques d'ouverture par Martin Wandera, directeur Travail, Emploi et Sécurité et Santé au travail au ministère du Genre, du Travail et du Développement social de la République de l'Ouganda

14h10–14h15 Remarques d'ouverture par Jeroen Vlutters, l'ambassade des Pays-Bas en Ouganda

14h15–14h25 Définir le contexte : introduction générale sur l'emploi des jeunes en Ouganda dans l'après-Covid-19, par Sarah Ssewanyana, EPRC

14h25–15h15 **Panel sur l'emploi des jeunes en Ouganda**

Modéré par Amanda Kabagambe, Bethel Advisors

- 1er tour de table : Quelles données probantes sont disponibles dans votre domaine sur ce qui « marche » et ce qui « ne marche pas » en termes de création d'emplois décents dans l'Ouganda de l'après-Covid ? (20 min.)
- 2e tour de table : Quels sont les secteurs de croissance pour l'emploi des jeunes ? L'agriculture est l'axe central de l'économie, mais l'accent mis sur ce secteur est-il justifié lorsqu'il s'agit de créer des emplois pour les jeunes ? Dans quels secteurs peut-on développer des emplois décents ? (20 min.)
- En continu : Interaction avec le public (10 min.)

Intervenants :

- Francis Arinaitwe, membre du comité directeur de Restless Development Uganda
- Madina Guloba, EPRC : Enseignements tirés des Dialogues africains sur les politiques sur les emplois productifs et décents pour les jeunes et les femmes en Ouganda, dans les secteurs du coton et de la pêche et/ou les secteurs agro-industriels.
- Laura Chioda, University of California, Berkeley : Conclusions préliminaires du groupe de recherche du CRDI sur l'équation compétences non techniques - compétences techniques : deux évaluations à long terme des programmes de formation des jeunes à l'entrepreneuriat en Ouganda
- Apollo Mbazira, Private Sector Foundation Uganda (PSFU)
- Joost van Engen, Health Entrepreneurs, une étude de cas du Challenge Fund Youth Employment

- 15h15–15h20 Principales conclusions de la session par Martin Wandera, directeur Travail, Emploi et Sécurité et Santé au travail au ministère du Genre, du Travail et du Développement social de la République de l'Ouganda
- 15h20–15h25 Principales conclusions de la session par Jeroen Vlutters, l'ambassade des Pays-Bas en Ouganda
- 15h25–15h30 Synthèse de la discussion et remarques de clôture par la coordinatrice de cette session Maggie Kigozi, Directrice de Crown Beverages (Pepsi) Ltd.

15 juin, 15h00–16h30 CET

Session 4 : Bailleurs de fonds & décideurs politiques : façonner les réponses en termes de protection sociale sur le continent africain

Au cours de la dernière décennie, la protection sociale a nettement progressé en Afrique. Néanmoins, même si l'on observe une augmentation notable du nombre de pays dotés de politiques de protection sociale et de programmes de redistribution des revenus, avant la pandémie, la couverture sociale restait dans de nombreux pays en dessous de 10 % de la population. On retrouve dans les pays africains, le même mouvement en faveur de mesures de protection sociale que l'on observe un peu partout dans le monde dans la réponse à la crise induite par le Covid-19, à la seule différence que les capacités fiscales pour donner forme à cette réponse sont plus faibles que sur d'autres continents. Il est à cet égard de la plus haute importance de [veiller à ce que la population, où qu'elle se trouve, continue d'avoir accès aux services sociaux et à la protection sociale](#). Les réponses en matière de protection sociale doivent prendre en compte les impacts différenciés de la crise induite par le Covid-19 sur les groupes vulnérables, les femmes et les hommes, et les personnes qui survivent grâce aux revenus qu'ils tirent du secteur informel, ainsi que les personnes qui doivent désormais assumer des tâches supplémentaires non rémunérées. Lors de cette session, des décideurs politiques africains, des bailleurs de fonds bilatéraux et des experts de premier plan discuteront des meilleures pratiques en matière de protection sociale sur le continent africain, pour parvenir à intégrer de manière structurelle la protection sociale dans les politiques des gouvernements africains.

15h00–15h05 Mot de bienvenue de la coordinatrice de cette session Isa Baud, Présidente du Conseil d'INCLUDE

15h05–15h20 Introduction par Jolijn van Haaren, ministère néerlandais des Affaires étrangères (BUZA), Pays-Bas

15h20–16h20 **Table ronde sur les programmes de protection sociale en Afrique**

Modérée par Rachel Sabates-Wheeler, Directrice du Centre de protection sociale, Institut des études du développement de l'Université du Sussex

- 1^{er} tour de table : Évaluation du consensus actuel sur la protection sociale :
 - Quelles sont les principales raisons pour lesquelles la protection sociale est devenue un thème majeur, un instrument ou une modalité incontournable, dans les politiques des bailleurs de fonds du développement ?

- Quels exemples de programmes inclusifs de protection sociale couronnés de succès, les bailleurs de fonds peuvent-ils avancer pour inciter les Pays-Bas à participer à la mise en œuvre de la protection sociale ?
- Quel regard les décideurs et les experts africains portent-ils sur l'évolution de la protection sociale, sur les mesures que les gouvernements ont prises ou devraient prendre, et de quelle manière les partenaires de développement peuvent-ils soutenir au mieux l'extension de la protection sociale en Afrique ?
- 2^e tour de table : Rôle de la protection sociale :
 - Quel est selon les décideurs politiques et les partenaires de développement le rôle de la protection sociale en Afrique ? Quels programmes sont identifiés comme étant prioritaires ?
 - Quels groupes au sein de la population devraient être les cibles prioritaires de la protection sociale ?
- 3^e tour de table : Durabilité :
 - Existe-t-il parmi les gouvernements africains une réelle volonté politique de prendre en charge la responsabilité première (politique et financière) des programmes de protection sociale financés par des sources extérieures et d'assurer leur durabilité ?
 - De quelle manière les bailleurs de fonds peuvent-ils apporter aux gouvernements africains un appui dans ce domaine ?

Intervenants :

Bailleurs de fonds bilatéraux

- Ulrika Lang, ASDI
- Ralf Radermacher, Allemagne
- Jolijn van Haaren, Pays-Bas
- Timo Voipio, Ambassade de Finlande en Tanzanie

Décideurs politiques et experts africains

- Sabelo Mbokazi, Chef de la division Travail, emploi et migration du Département des affaires sociales, Commission de l'Union africaine (*à confirmer*)
- Rita Owusu-Amankwah, Directrice Ministère du Genre, de l'Enfant et de la Protection Social, République du Ghana
- Gift Dafuleya, University of Venda & University of Johannesburg
- Nicholas Awortwi, directeur, Institute of Local Government Studies (ILGS), Ghana

16h20–16h30 Principales conclusions et principaux points d'action par la coordinatrice de cette session Isa Baud, Présidente du Conseil d'INCLUDE

Session 5 : Résilience au cœur de la crise : approches et stratégies issues des Dialogues africains sur les politiques publiques

Les Dialogues africains sur les politiques publiques mis en place par INCLUDE sont des réseaux d'acteurs des politiques, dont l'objectif est d'encourager l'utilisation de connaissances, déjà existantes ou nouvelles, dans les processus de formulation des politiques en Afrique. Menés par les membres d'INCLUDE en Afrique, ces dialogues sont spécifiques à chaque pays et sont liés à tout un ensemble de facteurs contextuels, et notamment les réalités socio-économiques, politiques et géographiques du pays en question. Il ne fait aucun doute que la crise induite par le Covid a eu un effet délétère sur les inégalités et que les acteurs locaux ont joué un rôle essentiel pour limiter les impacts négatifs de cette crise (surtout en comparaison avec les acteurs internationaux). Cette session mettra en lumière les approches et stratégies localisées, mises en œuvre par les Dialogues africains sur les politiques publiques, qui pourraient être utilisées pour améliorer les processus politiques en Afrique dans l'après-Covid-19, compte tenu de la diversité des contextes et de la nécessité d'amplifier les voix locales et les acteurs locaux pour aller vers une plus grande inclusivité.

14h00–14h05 Mot de bienvenue du coordinateur de cette session Désiré Assogbavi, Rights and Development Consulting

14h05–14h08 Mot de bienvenue de Njuguna Ndungu, directeur exécutif, AERC

14h08–14h10 Mot de bienvenue de Frieda Nicolai, ministère néerlandais des Affaires étrangères (BUZA)

14h10–14h40 **Panel sur l'inclusion et la localisation dans les processus décisionnels et de formulation des politiques**

Modéré par Abebe Shimeles, directeur de la recherche, AERC

- 1^{er} tour de table : De quelle manière l'approche des Dialogues africains sur les politiques publiques, qui vise à influencer sur les politiques en fonction de la demande et du contexte, a-t-elle été utile dans différents contextes locaux pendant la pandémie ?
- 2^e tour de table : De quelle manière pouvons-nous au mieux mettre en place et développer des partenariats et des alliances stratégiques entre les acteurs du pays en question, pour aller vers une plus grande inclusivité ?

Intervenants :

- Dialogue africain sur les politiques publiques au Mozambique : Adriano Alfredo Nuvunga, directeur du Centre for Democracy and Development (CDD)
- Dialogue africain sur les politiques publiques au Ghana : Nicholas Awortwi, directeur de l'Institute of Local Government Studies (ILGS), Ghana
- Dialogue africain sur les politiques publiques au Kenya : Joyce Kinyanjui, PAL Network
- Dr. Pedro Madeira Guiliche, conseiller du Ministre pour les questions liées au développement institutionnel, Mozambique

14h40–14h55 **Discussion avec le public, y compris Questions-Réponses et principales conclusions des intervenants invités :**

- Comment promouvoir des processus décisionnels et de formulation des politiques réellement inclusifs, qui tiennent compte du contexte local et des acteurs locaux, de l'économie politique, des voix des groupes marginalisés et exclus (et notamment des jeunes et des femmes), par Frieda Nicolai, ministère néerlandais des Affaires étrangères (BUZA).
- Comment associer à ces processus des experts locaux, à la fois au niveau national et régional, sur l'exemple des Dialogues africains sur les politiques publiques mis en place, par Njuguna Ndungu, directeur exécutif, AERC
- Questions-Réponses

14h55–15h00 Remarques de clôture et récapitulation des points d'action par le coordinateur de cette session Désiré Assogbavi, Rights and Development consulting

Pause de 5 minutes

Session de clôture de la conférence : Résumé des principaux points de la conférence et des stratégies d'innovation dans l'Afrique de l'après-Covid

15h05–15h20 Synthèse de la conférence pour INCLUDE par Isa Baud, Présidente du Conseil d'INCLUDE

15h20–15h45 Nouvelles perspectives : L'après-Covid et le redressement de l'Afrique, par Mavis Owusu-Gyamfi, vice-présidente exécutive, ACET

15h45–15h55 Réflexions de nos jeunes modérateurs sur l'avenir de l'Afrique :

- Chiamaka Nwachukwu, co-coordinatrice du programme African Youth Charter Hustlers de l'Union africaine
- Amanda Kabagambe, Bethel Advisors

15h55–16h00 Les prochaines étapes et le mot de clôture par Isa Baud, Présidente du Conseil d'INCLUDE

16h00–16h30 *[facultatif] Moment d'échanges informels*